

Communiqué de presse

Marrakech, le 13 janvier 2026

En marge d'APIDE 2026 (Africa Pay & ID Expo) organisé du 12 au 14 janvier 2026 par One Africa Forums, à Marrakech, la CNDP (Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel) a organisé, le 13 janvier 2026, un séminaire sur le thème « La protection des données au service de la Finance ».

Ont assisté à ce séminaire, 22 présidents et dirigeants d'autorités de protection des données à caractère personnel qui se sont déplacés spécialement pour l'occasion.

Ce séminaire a intégré trois panels avec, à chaque fois, un débat initié par des experts :

Panel 1 : Block Chain et protection des données à caractère personnel

Avec M. Badr Bellaj sur « Privacy by design grâce à la blockchain et aux Zero Knowledge techniques ».

Panel 2 : Open Banking et protection des données à caractère personnel

Avec M. Salah Baina sur « OpenBanking : concilier l'innovation et la protection des données ».

Panel 3 : FinTech et protection des données à caractère personnel

Avec 3 experts :

- M. Nasser Kettani sur « La conformité ne suffit plus : la fintech face à sa responsabilité data » ;
- M. Ibrahima Faye sur « Pas de Fintech durable sans souveraineté et protection de la donnée » ;
- M. Zakaria Garno sur « Fintech et protection des données personnelles : innover sans fragiliser la confiance ».

En conclusion, un plan d'action, composé de trois orientations opérationnelles, a été convenus par les autorités de protection des données africaines présentes.

A propos de la CNDP

La protection de la vie privée, au Maroc, est consacrée par l'article 24 de la Constitution du Royaume : « Toute personne a droit à la protection de sa vie privée. ... »

La CNDP (Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel) a été créée par le Dahir n° 1-09-15 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant promulgation de la loi n° 09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (BO n° 5714 du 05/03/2009).